

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 05/12/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2024

Contexte et constats

publié sur **GÉORISQUES**

MICHEL RECYCLAGE (ex. Brienon recyclage)

9141 Chemin du Boutoir
89210 Brienon-sur-Armançon

Références : 240560
Code AIOT : 0003302446

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2024 dans l'établissement MICHEL RECYCLAGE (ex. Brienon recyclage) implanté 9141 Chemin du Boutoir 89210 Brienon-sur-Armançon.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MICHEL RECYCLAGE (ex. Brienon recyclage)
- 9141 Chemin du Boutoir 89210 Brienon-sur-Armançon
- Code AIOT : 0003302446 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

Le site contrôlé est une installation de transit et de traitement de déchets qui, suite au développement de ses activités a fait l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation en date du 8 juillet 2022.

Contexte de l'inspection : Contexte de l'inspection | Risques chroniques

Thèmes de l'inspection : Récolement | Air, Bruits et vibrations, Déchets, Eau de surface, Radioactivité

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Localisation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
3	Dossier ICPE	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
5	Consignes	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 1.9	Demande d'action corrective	3 Mois
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
9	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 3.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
10	Conception et gestion des réseaux et points de rejet	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 3.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
11	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 3.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
13	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 5.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
14	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 5.1.5.6	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
15	Dispositifs et mesures de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 5.2.1	Demande d'action corrective	3 Mois
16	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 5.3.1	Demande d'action corrective	3 Mois
17	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 5.3.1	Demande d'action corrective	3 Mois
18	Prévention et gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
19	Gestion des déchets reçus par l'installation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
20	Gestion des déchets reçus par l'installation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
21	Gestion des déchets reçus par l'installation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.4.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois
22	Gestion des déchets reçus par l'installation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois

23	Gestion des déchets reçus par l'installation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
----	--	---	--	--------

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rubriques ICPE	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 1.1.3	
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 1.5.2	
6	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 2.2.2.1	
7	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 2.4	
12	Protection du cadre de vie	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 4.1.2	


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

De nombreuses non conformité ont été relevées et l'ensemble des travaux d'imperméabilisation et de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être souillées ne sont pas finalisés.


Les bassins de rétention incendie, de régulation et le nouveau débourbeur/déshuileur ne sont pas installés. Un arrêté de mise en demeure est proposé à M. le Préfet.


2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 1.1.2		
Thème(s) : Situation administrative Localisation		
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants : BRIENON-SUR-ARMANCON section T : Parcelles entières : 75, 76, 77, 78, 79, 159, 393 Parcelles partielles : 72, 73, 74, 154, 160 La surface de l'emprise des travaux ou des aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation est de 38 000 m ² selon l'extrait cadastral en annexe 1.		
Constats : Le parcellaire et la surface de l'emprise des travaux et des aménagements réalisés sont ceux prévus dans le cadre de l'autorisation mais l'ensemble des travaux de voirie du site n'est pas encore réalisé.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira un échéancier pour la finalisation des travaux prévus sur site.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 3 Mois		

N° 2 : Rubriques ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 1.1.3	
Thème(s) : Situation administrative Rubriques ICPE	
Prescription contrôlée : A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous. [voir tableau AP]	
Constats : L'exploitant indique que toutes les nouvelles activités du site n'ont pas encore démarré ou ne sont pas à leur capacité maximale : <ul style="list-style-type: none">• 2791.1 : - broyage bois de l'ordre de 5.000 t/an (vs 12 000 t/an maxi) - découpe de métaux : < 1000 t/an (vs 1600 t/an maxi)• 2718 (stockage d'amiante) : non encore démarré• 2794 (broyage de déchets verts) : non encore démarré• 2515 (broyage d'inertes) : juste commencée• 2714/2716 (DND, papiers, PVC, cartons, plastiques) : en fonctionnement• 2713 (métaux) : en fonctionnement	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 1.3		
Thème(s) : Situation administrative Dossier ICPE		
Prescription contrôlée : Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.		
Constats : L'ensemble des aménagements, installations, ouvrages n'est pas encore en place sur site et certains ont été modifiés par rapport au dossier d'autorisation. <ul style="list-style-type: none"> • Imperméabilisation des voiries / aires de stockage non finalisées • Traitement des eaux pluviales via nouveau débourbeur/déshuileur non réalisé • Mise en place d'un nouveau bassin de stockage des eaux pluviales non réalisé • Modifications de l'implantation des zones de stockages, notamment de ferrailles 		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira : <ul style="list-style-type: none"> • un calendrier de réalisation des aménagements prévus dans son dossier d'autorisation • portera à la connaissance de M. le Préfet les modifications réalisées par rapport à son dossier d'autorisation en décrivant au besoin les impacts potentiels (gestion des eaux pluviales, zones d'effets thermiques,.....) et les mesures d'évitement et de réduction associées. 		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 3 Mois		

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 1.5.2

Thème(s) : Situation administrative Garanties financières

Prescription contrôlée :

Avant la mise en service de l'exploitation, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Constats :

L'article R516-1 du code de l'environnement a été modifié par le Décret n°2022-563 du 15 avril 2022. La liste des installations soumises à garanties financières a été modifiée.

L'article 64 du Décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement indique notamment :

"Les dispositions des arrêtés préfectoraux qui ont prescrit antérieurement au 25 octobre 2023 la constitution de garanties financières pour les installations mentionnées au 5° du R. 516-1, dans sa rédaction en vigueur à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont abrogées. Pour ces mêmes installations, lorsque les garanties financières ont été constituées conformément aux a et e du I de l'article R. 516-2, les actes de cautionnement en cours de validité sont caducs. Lorsque les garanties financières ont été constituées conformément au b du I de l'article R. 516-2, la déconsignation des sommes correspondantes se fait auprès de la Caisse des dépôts et consignations, à la demande des exploitants."

L'entreprise Michel Recyclage faisant initialement l'objet d'obligation de constitution de garanties financières au titre du 5° de l'article n'y est plus soumis.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 5 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 1.9

Thème(s) : Risques chroniques Consignes

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Ces consignes d'exploitations précisent : • les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ; • les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;

- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles. L'ensemble des contrôles, vérifications, et les opérations d'entretien menés, doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :
 - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
 - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
 - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
 - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
 - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
 - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 5.1.5.6 ;
 - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
 - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Constats :

Certaines consignes existent et sont affichées sur site : consignes en cas d'accident/incendie, défense de fumée, d'apporter du feu sous une forme quelconque, interdiction de brûlage à l'air libre.

Elles restent néanmoins à compléter.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter ses procédures et consignes selon l'article 1.9 de son arrêté d'autorisation

du 8 juillet 2022.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 6 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 2.2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques Emissions canalisées de poussières

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière. En cas de mise en place de capotage sur les installations de broyage, les rejets devront respecter les conditions suivantes :

Pour le broyage des déchets verts et bois :

Les effluents gazeux canalisés respectent les valeurs limites suivantes pour les poussières totales :

- 100 mg/m³ dans le cas d'un flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h ;

- 40 mg/m³ dans le cas d'un flux horaire est supérieur à 1 kg/h.

Pour le broyage d'inertes : la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes : 30 mg/Nm³

Constats :

Il n'y a pas d'émissions canalisées de poussières sur site. Les broyeurs ne sont pas capotés.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 7 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 2.4

Thème(s) : Risques chroniques Surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières conformément à l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées.

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées (selon la norme NF X 43-014 (2017)).

Le réseau de surveillance des retombées de poussières (points de mesures) est présent en annexe 2 du présent arrêté.

Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.

Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/m²/j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.

Dans le cas où les mesures des retombées de poussières montrent un dépassement de cette valeur, un capotage des broyeurs doit être mis en place.

Constats :

L'exploitant a mis en place depuis 1 mois 4 jauges pour mesurer les retombées de poussières. La campagne de mesure doit se terminer fin novembre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir les résultats de sa surveillance en terme de retombées de poussières à réception du compte-rendu associé.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 8 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 2.5

Thème(s) : Risques chroniques Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place notamment une haie d'arbres ou d'arbustes d'au moins 3 mètres de hauteur et 6 mètres de largeur le long des limites parcellaires à l'exception de la façade sur la route du boutoir et de la zone dédiée au bassin d'infiltration.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Constats :

Le site a été trouvé propre au niveau des zones imperméabilisées de stockage des déchets.

Une bande de végétation plus ou moins abondante (arbres, arbustes) existe en partie en bordure de site.

Le broyage se fait sans capotage ni humidification. Les tas de déchets ne sont pas humidifiés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera que :

- des écrans de végétation sont mis en place notamment une haie d'arbres ou d'arbustes d'au moins 3 mètres de hauteur et 6 mètres de largeur le long des limites parcellaires à l'exception de la façade sur la route du boutoir et de la zone dédiée au bassin d'infiltration.

- que l'humidification des stockages extérieurs ou la pulvérisation d'additifs est prévu pour limiter les vols par temps sec.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois

N° 9 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

- Réseau d'alimentation d'eau potable : 150 m³/an maximum.

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de : 21 250 m².

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 1 l/s/ha pour les surfaces imperméabilisées (voiries en enrobés et dallage en béton) ainsi que l'auvent du stockage Bois A et DNDAE. Un porté à connaissance sera déposé dans les 6 mois à compter de la notification de l'arrêté afin de justifier de la compatibilité du projet avec le SAGE de l'Armançon.

Constats :

L'exploitant n'a pas pu fournir sa consommation annuelle en eau potable.

L'exploitant n'a pas déposé un porté à connaissance dans les 6 mois à compter de la notification de son arrêté d'autorisation afin de justifier de la compatibilité du projet avec le SAGE de l'Armançon.

L'exploitant n'a ni réalisé le bassin étanche prévu pour la rétention incendie, ni celui pour la régulation des eaux pluviales. Le nouveau débourbeur en amont n'a pas non plus été installé.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 Mois

N° 10 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques Points de rejets

Prescription contrôlée :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- Eaux usées sanitaires : les eaux usées sanitaires du bâtiment administratif sont raccordées au réseau collectif de la zone industrielle pour traitement sur la station de traitement des eaux usées (STEU) de Brienon-sur-Armançon.
- Eaux pluviales de toiture du bâtiment principal : les eaux pluviales qui ruissellent sur la toiture du bâtiment principal (grand bâtiment comprenant l'accueil et le stockage d'amiante) sont collectées dans un réseau dédié aux eaux pluviales de toiture et rejetées directement dans le bassin de régulation sans traitement.
- Autres eaux pluviales de toitures, des voiries et dallages : les eaux pluviales ruisselant sur l'ensemble des voiries et des dallages (auvents des DNDAE et du Bois A broyé) seront collectées et traitées sur un débourbeur/déshuileur avec déversoir d'orage avant envoi dans le bassin de régulation...

Constats :

Les travaux d'imperméabilisation des sols et de récupération des eaux pluviales susceptibles d'être souillées ne sont pas finalisés.

Les eaux pluviales ruisselant sur l'ensemble des voiries et des dallages (auvents des DNDAE et du Bois A broyé) ne sont pas entièrement collectées.

Le nouveau débourbeur/déshuileur avec déversoir d'orage ainsi que le bassin de régulation n'ont pas été mis en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit finaliser les travaux de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être souillées et mettre en place le nouveau débourbeur/déshuileur ainsi que le bassin de régulation prévu par son arrêté d'autorisation.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription


Proposition de délais : 6 Mois

N° 11 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 3.4.2		
Thème(s) : Risques chroniques Contrôle des rejets		
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise les contrôles suivants sur le rejet n° 1 : <ul style="list-style-type: none">• pH, T°, MES, DCO, DBO, Hydrocarbures totaux, Métaux totaux, Arsenic, Chrome hexavalent, Indice phénols, cyanures totaux et AOX : périodicité du contrôle annuelle		
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé le contrôle de ses rejets aqueux annuellement.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser le contrôle de ses rejets aqueux annuellement.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription		
Proposition de délais : 6 Mois		

N° 12 : Protection du cadre de vie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 4.1.2	
Thème(s) : Risques chroniques Mesures périodiques des niveaux sonores	
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les 3 mois après la mise en service de l'installation puis annuellement. L'exploitant fournira à la DREAL l'étude de modélisation des niveaux acoustiques du site prévue dans son dossier de demande d'autorisation à réception de celle-ci.	
Constats : L'exploitant indique qu'il a réalisé des mesures du niveau de bruit et qu'il est en attente du rapport de synthèse.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira le rapport des mesures des niveaux sonores effectuées à l'inspection des installations classées.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 5.1.1		
Thème(s) : Risques accidentels Organisation des stockages		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages déchets (bois, métaux, déchets verts, inertes, DNDAE, verre, PVC, amiante) sont implantés conformément à l'étude de danger et au dossier de demande d'autorisation, notamment en terme d'ilotage pour éviter les effets dominos et de dispositions constructives (mise en place de mur béton REI 120 pour délimiter certains stockages)....</p>		
<p>Constats :</p> <p>Par rapport à son dossier d'autorisation, l'exploitant a modifié l'emplacement de certains stocks de déchets et les ilotage associés. Par exemple, les stocks de ferraille ont été déplacés afin d'éviter que le bruit associé à leur manipulation soit émis à proximité de l'habitation au nord du site.</p> <p>D'autre part, l'étude de danger prévoit, comme barrière de sécurité préventive pour le stockage des déchets, des casiers avec des blocs de bétons amovibles (type Mégablock) empilés sur une certaine hauteur (4 ou 5 m selon le type de bois par exemple) adaptée à la hauteur de stockage de déchets. Or, sur site, pour le stockage de bois, la hauteur des blocs bétons des casiers associés est d'environ 1,5 m alors que le stockage est de l'ordre de 4 m.</p>		
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> déposer en Préfecture un rapport à connaissance précisant les modifications réalisées par rapport à son dossier d'autorisation associées avec tous les éléments d'appréciation permettant d'évaluer les impacts en terme de risque accidentel et environnemental. Pour cela, l'exploitant peut utiliser le formulaire disponible sous : www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/declarer-une-modification-dans-une-icpe-a8521.html justifier que les barrières de sécurité préventives définies dans l'étude de danger soient en place sur site 		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription		
Proposition de délais : 3 Mois		

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 5.1.5.6

Thème(s) : Risques accidentels Confinement des eaux d'extinction incendie

Prescription contrôlée :

Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

La rétention des eaux d'extinction se fera dans un bassin étanche de 450 m³ de capacité après actionnement d'une vanne de coupure placée en amont du débourbeur/déshuileur.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

Aucune rétention incendie n'a été mise en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place la rétention incendie prévue dans son dossier d'autorisation

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 Mois

N° 15 : Dispositifs et mesures de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 5.2.1

Thème(s) : Risques accidentels Localisation des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

Le plan des zones à risque n'est pas à jour compte tenu des modifications apportées sur le stockages des déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan des zones à risque doit être mis à jour et les consignes à observer indiquées à l'entrée de ces zones.

Il doit être tenu à la disposition du SDIS.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 5.3.1

Thème(s) : Risques accidentels Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés comme ci-après :

- deux réserves d'eau incendie de 240 m³ et 60 m³ implantées sur site conformément à l'étude de danger, respectant les fiches techniques du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie avec ses dispositifs obligatoires (notamment 2 dispositifs d'aspiration pour la réserve d'eau incendie de 240 m³) et ayant l'objet d'un procès-verbal de réception à transmettre au service public de la DECI, placé sous l'autorité du maire, et au SDIS ; une demande d'avis préalable à l'implantation de ces réserves d'eau incendie est à effectuer auprès du SDIS (annexe 10 du RDDECI) ; celles-ci sont implantées au démarrage des travaux de construction. L'autorité de police administrative spéciale de la DECI (service public de défense extérieure contre l'incendie) devra s'assurer de l'implantation effective des points d'eau incendie au moment de la construction. Les distances d'éloignement des réserves d'eau d'incendie par rapport aux risques à défendre devront être a minima celles imposées par les différents arrêtés ministériels sectoriels auxquels est soumis l'exploitation.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

2 citernes incendie sont sur site (une à l'entrée de 60 m³ et une en fond du site de 240 m³).

Celles-ci n'ont pas été réceptionnées par le SDIS et ne sont pas protégées des chocs.

Des extincteurs sont présents sur le site à différents endroits mais l'exploitant n'a pas pu fournir un plan de leur implantation ni leur dernier rapport de vérification.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- faire réceptionner ces citernes incendie et fournir un procès-verbal de réception au service public de la DECI, placé sous l'autorité du maire, et au SDIS ;
- fournir le dernier rapport de vérification des extincteurs à l'inspection des installations classées (IIC) ;
- tenir à la disposition du SDIS et de l'IIC, en permanence et de façon facilement accessible, un plan des moyens de lutte contre l'incendie

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 17 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 5.3.1

Thème(s) : Risques accidentels Organisation des secours

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un guide d'intervention afin d'améliorer l'efficacité des secours et doit notamment comporter les rubriques suivantes :

- Information du personnel ;
- Consignes à respecter en cas d'incendie et procédures liées ;
- Liste des personnes à contacter en cas d'incident ;
- Procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, vannes d'isolement du site sur réseaux d'eaux pluviales) ;
- Localisation des zones et matériels à protéger en priorité ;
- Localisation et type des moyens de lutte contre l'incendie ;
- Affichage des coordonnées des services extérieurs à contacter en cas d'urgence (Pompiers, SAMU, gendarmerie,...) ;
- Localisation des moyens d'alerte (téléphones).

Constats :

L'exploitant possède une fiche intitulée "en cas d'accident/incendie" avec différents numéros des services de secours et des personnes à prévenir ainsi que des consignes de sécurité.

Mais l'exploitant n'a pas établi de guide d'intervention avec les différentes rubriques décrites dans l'article 5.3.1 de son arrêté d'autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit établir un guide d'intervention avec les différentes rubriques décrites dans l'article 5.3.1 de son arrêté d'autorisation.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 18 : Prévention et gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.1

Thème(s) : Risques chroniques Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Prescription contrôlée :

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Déchets non dangereux : [voir tableau AP]

Déchets dangereux : [voir tableau AP]

Constats :

L'exploitant n'a pas pu fournir le registre des déchets générés par son installation via son logiciel NESSIE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir le registre des déchets générés par son installation.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois

N° 19 : Gestion des déchets reçus par l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.3.1

Thème(s) : Risques chroniques Description des déchets entrants

Prescription contrôlée :

Les Déchets Dangereux et Non Dangereux acceptés sur l'ensemble du site sont :

- métaux, déchets de métaux non dangereux, alliages de métaux et déchets d'alliages de métaux ;
- déchets Non Dangereux : Bois et huisseries ; - déchets Non Dangereux Non Inertes : déchets verts et déchets d'activités économiques / encombrants ;
- déchets Non Dangereux Inertes : déchets issus d'activités du BTP ;
- déchets de Verre ;
- déchets Dangereux : Amiante liée. La liste des déchets associés ainsi que leur code déchets sont décrits en annexe 4.

L'ensemble des catégories de déchets non spécifiés ci-dessus est interdit. Il s'agit en particulier :

- des boues de toutes natures ;
- des déchets de nettoyage des rues ;
- des matières de vidange ;
- des déchets dangereux définis par le décret du 18 avril 2002 (autres qu'amiante liée) ;
- des déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux ;
- des déchets radioactifs, explosifs, corrosifs, comburants, inflammables ; - des déchets non pelletables et des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 %. Le volume de déchets entrants maximal pour chaque catégorie est : [voir tableau AP]

Constats :

L'exploitant n'a pas pu fournir le registre des déchets entrants sur son site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir le registre des déchets entrants sur son site.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois

N° 20 : Gestion des déchets reçus par l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.3.2		
Thème(s) : Risques chroniques Zone de chalandise des déchets		
Prescription contrôlée : Les déchets acceptés sur le site proviennent de la région Bourgogne Franche Comté ; ils peuvent provenir aussi d'autres régions dans une logique de proximité des territoires avec un rayon de chalandise de 150 km maximum.		
Constats : La zone de chalandise des déchets entrants sur site n'a pu être vérifiée.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier d'une zone de chalandise de 150 km max pour ses déchets entrants.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 3 Mois		

N° 21 : Gestion des déchets reçus par l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.4.3.1

Thème(s) : Risques accidentels Equipement fixe de détection de matières radioactives

Prescription contrôlée :

L'établissement est équipé d'un portique de détection fixe double voies de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrants ou sortants.

Le seuil de détection de ce dispositif est fixé selon les règles de l'art. Il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage du seuil de détection est vérifié à fréquence a minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.

A l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle de non-radioactivité.

L'exploitant peut disposer également d'un appareil de mesure portatif périodiquement étalonné dont l'objet principal sert à délimiter un périmètre d'isolement autour d'un camion lors d'une détection. Dans ce cas, l'exploitant établit des consignes adaptées et forme son personnel.

Constats :

Un portique de marque BERTIN est présent à l'entrée du site au niveau du pont bascule et un boîtier au niveau de l'accueil est visible.

L'étalonnage du portique n'a pas été fait annuellement depuis sa mise en place en 2022.

La personne à l'accueil ne sait pas comment réagir si de la matière radioactive est détectée dans les bennes de déchets.

Au niveau de l'entrée du site, il est possible pour un véhicule de ne pas passer par le portique de détection de la radioactivité.

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a fourni une "*Procédure en cas de déclenchement de portique de radioactivité dans un chargement de ferraille*" et un registre vierge de déclenchement du portique (feuille excel).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- mettre en place une procédure en cas de déclenchement du portique de détection de matières radioactives et former son personnel à celle-ci
- assurer l'étalonnage a minima annuel du dispositif de détection de la radioactivité
- s'assurer qu'à l'entrée et à la sortie du site, tous les chargements font l'objet d'un contrôle de non-radioactivité.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 Mois

N° 22 : Gestion des déchets reçus par l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.3.4		
Thème(s) : Risques chroniques Procédure d'admission des déchets		
Prescription contrôlée : Conformément à l'arrêté du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration auquel il est soumis, l'exploitant met en place une procédure d'admission et une procédure d'information préalable pour ces déchets entrants.		
Constats : L'exploitant a présenté des certificats d'acceptation préalable pour certains déchets. Il n'a pas pu fournir de procédure d'admission et d'information préalable pour ces déchets entrants.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir la procédure d'admission et d'information préalable pour ces déchets entrants.		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Demande de justificatif à l'exploitant	
Proposition de délais :	3	Mois

N° 23 : Gestion des déchets reçus par l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.3.5

Thème(s) : Risques chroniques Traçabilité des déchets reçus et traités par l'installation

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre des déchets entrants et sortants conformément à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant n'a pas pu fournir son registre des déchets entrants et sortants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir son registre des déchets entrants et sortants.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois